

Front commun Chirac-Poutine-Schröder contre le terrorisme

31/08/2004 Reuters

Laure Bretton

Sotchi (Russie) - Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Vladimir Poutine ont affiché à Sotchi, en Russie, leur détermination à lutter contre toutes les formes de terrorisme, à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum posé par les ravisseurs de deux journalistes français en Irak.

Le président français a renouvelé son "appel solennel" à la libération des deux hommes et de leur chauffeur syrien, lors d'une conférence de presse conjointe à l'issue d'une rencontre avec son homologue russe et le chancelier allemand dans cette station balnéaire des bords de la mer Noire.

La "mobilisation et la détermination des pouvoirs publics (...) est totale", a insisté Jacques Chirac, qui a remercié le président russe et le chancelier allemand pour leur soutien "sans réserve" et a dit sa "reconnaissance pour l'ensemble des appuis" qui sont parvenus à Paris "du monde entier".

"La démocratie française a ses lois, ses valeurs, ses traditions", a martelé le chef de l'Etat, soulignant que "des aspects communs de la lutte contre le terrorisme avaient été mis en exergue" pendant cette rencontre trilatérale, la troisième du genre après celles de Saint-Pétersbourg et de New York.

"Je confirme que cette menace (terroriste) reste d'actualité pour pratiquement tous les pays du monde", a déclaré pour sa part le président russe, qui recevait Jacques Chirac et Gerhard Schröder dans sa résidence d'été, un grand complexe boisé donnant sur la mer.

Les rencontres entre les trois hommes, baptisées "Alliance Non-Niet-Nein", sont nées, entre autres, de leur opposition commune à l'intervention américaine en Irak en 2003.

Pour Vladimir Poutine, la situation en Irak est "particulièrement grave" et le président russe se dit prêt à "appuyer tous les efforts" pour tenter de rétablir la paix dans ce pays.

Une semaine après les attentats qui ont détruit deux avions de ligne russes, faisant 89 morts, il a officiellement fait le rapprochement entre rebelles tchétchènes et terrorisme islamiste international, appelant à une "coopération de tous les Etats" contre ce fléau.

"C'est un fait que des explosions se sont produites à bord de deux avions et le fait qu'une organisation terroriste liée à Al Qaïda ait revendiqué ces explosions a montré qu'il y avait des liens entre les éléments destructeurs qui agissent en Tchétchénie et le terrorisme international", a-t-il dit.

Le président russe a reçu le soutien de ses hôtes au processus qu'il a lancé en Tchétchénie, deux jours après une nouvelle élection présidentielle dans la petite république séparatiste du Caucase.

"LA TCHETCHENIE PARTIE INTEGRANTE DE LA RUSSIE"

L'homme activement soutenu par le Moscou, Alou Alkhanov, a été élu à une très large majorité lors d'un scrutin marqué par une recrudescence de la violence.

Tout en promettant une "solidarité critique" de l'Allemagne, Gerhard Schröder a estimé que le scrutin n'avait "pas été troublé".

"Ce qui est important, c'est la position de la Russie, qui a été clairement exprimée ici. Une solution politique est nécessaire", a déclaré Jacques Chirac.

"Toutes les solutions politiques ont leur limite", a-t-il cependant reconnu. Dans le cas de la Tchétchénie, la limite que "chacun peut comprendre et que personne ne peut contester", est le respect de "l'unité territoriale de la Fédération de Russie".

"Le seul seuil que nous ne passerons jamais, c'est celui de l'intégrité territoriale", a confirmé Vladimir Poutine, dont les propos étaient rapportés par un traducteur.

"Le peuple tchétchène a fait son choix à plusieurs reprises. Il a voté pour que la Tchétchénie reste partie intégrante de la Russie. Nous nous en tiendrons à ce choix", a-t-il dit.

Le chef du Kremlin a ouvert pour la première fois la voie à d'autres avancées en Tchétchénie, évoquant des élections législatives prochaines et promettant des réponses économiques et sociales pour "restaurer" le pays.

Les trois hommes, qui se targuent d'excellentes relations personnelles, ont également évoqué les exportations russes de pétrole, qui se maintiendront à leur niveau de 2003, voire augmenteront, et les velléités nucléaires de l'Iran à laquelle ils se sont très fermement opposés.

Ils ont surtout longuement discuté des liens entre la Russie et l'Union européenne, notamment des quatre "espaces communs de coopération" définis l'an dernier (Education, économie, justice et sécurité extérieure) restés pratiquement lettre morte.

Visiblement soucieux de désamorcer tout ressentiment des nouveaux "petits" pays membres de l'UE à l'égard de ce **dialogue privilégié entre l'axe franco-allemand et Moscou**, Gerhard Schröder a souligné que la rencontre de Sotchi ne se faisait "contre personne mais au profit de quelque chose".

L'Europe a besoin d'un partenariat stratégique pour continuer sur la voie de la stabilité, a-t-il souligné.

De son côté, Jacques Chirac a constaté que si les trois pays pouvaient "avoir des appréciations différentes", ils arrivaient "toujours à une conclusion unique".

"La force et le dynamisme de notre coopération ancienne et confiante la rend nécessaire pour un monde stable et pacifique", a dit le président français.